

**ANNEXE N° 4 :
TABLEAU DES FICHIERS MIS À LA DISPOSITION DES FORCES DE SÉCURITÉ**

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
ACCRED (automatisation de la consultation centralisée de renseignements et de données)	DGPN-DGGN	Décret n° 2017-1224 du 3 août 2017	Faciliter la conduite des enquêtes administratives réalisées en application des articles L. 114-1, L. 114-2 et L. 211-11-1 du code de la sécurité intérieure et exploiter les informations recueillies dans ce cadre
ADOC (accès au dossier des contraventions)	Ministère de l'intérieur	Arrêté du 13 octobre 2004 portant création du système de contrôle automatisé	Constater, au moyen d'appareils de contrôle automatique homologués, les infractions à la réglementation sur les vitesses maximales autorisées, sur le respect des distances de sécurité entre les véhicules, sur l'usage des voies et chaussées réservées à certaines catégories de véhicules et sur les signalisations imposant l'arrêt des véhicules ; Procéder à l'enregistrement et à la conservation des données recueillies par l'agent verbalisateur au moyen d'appareils électroniques à l'occasion de la constatation des contraventions des quatre premières classes liées à la circulation routière ; Gérer les opérations relatives à l'identification des conducteurs de véhicule, auteurs d'infractions visées ; Gérer les opérations nécessaires au traitement des infractions visées en vue de la notification des avis de contravention ; Gérer les réponses des contrevenants aux avis de contravention qui leur sont notifiés ; Faciliter la gestion du paiement des consignations, le recouvrement des amendes et le remboursement des consignations par les services compétents ; Faciliter l'établissement des retraits de points par le service chargé de la gestion du système national des permis

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
			de conduire ; Assurer la transmission des dossiers relatifs aux infractions visées au 1° et au 2° aux tribunaux et autorités judiciaires compétents ; Gérer le parc des appareils électroniques d'enregistrement
AGDREF (application de gestion des dossiers des ressortissants étrangers en France)	Ministère de l'intérieur	Articles R 611-1 et s. du CESEDA Décret du 18 février 2013 Décret du 08 juin 2011	Garantir le droit au séjour des ressortissants étrangers en situation régulière et lutter contre l'entrée et le séjour irréguliers en France des ressortissants étrangers
AGRIPPA (application de gestion du répertoire informatisé des propriétaires et possesseurs d'armes)	Ministère de l'intérieur	Arrêté du 15 novembre 2007 portant création de l'application de gestion du répertoire informatisé des propriétaires et possesseurs d'armes	Enregistrer et suivre les autorisations et récépissés de déclarations et d'enregistrements délivrés par l'autorité administrative relatifs au régime des matériels de guerre, armes et de leurs éléments ainsi que des munitions des catégories A et B et des armes et éléments d'arme de la catégorie C et du 1° de la catégorie D
ANACRIM ATRT (logiciel d'analyse criminelle ANACRIM Application de traitement des relations transactionnelles)	DGGN/DGPN	Décret n° 2012-687 du 7 mai 2012 relatif à la mise en œuvre de logiciels de rapprochement judiciaire à des fins d'analyse criminelle	Exploiter et rapprocher les informations sur les modes opératoires réunis au cours d'une même enquête par les unités de gendarmerie et les services de police chargés d'une mission de police judiciaire dans le cadre : 1° Des enquêtes de flagrance ou des enquêtes préliminaires et des investigations exécutées sur commission rogatoire relatives à des crimes et délits punis d'une peine d'emprisonnement ; 2° Des procédures de recherche des causes de la mort ou d'une disparition prévues par les articles 74 et 74-1 du code de procédure pénale
Analyst notebook	DGPN (DCPJ)	Engagement de conformité du 13 mars 2014 au décret du 7 mai 2012 autorisant les logiciels de rapprochement judiciaire	Logiciel de représentation graphique pour l'exploitation et le rapprochement d'informations sur les modes opératoires réunies au cours d'une même enquête
API-PNR France	Ministères chargés de l'économie, de la défense et des transports	Articles L. 232-7 et R. 232-12 et suivants du CSI	Recueil et traitement des données commerciales de réservation et d'embarquement des passagers aériens des vols entrants et sortants de France (vols DOM-COM compris)
Appels à témoins	DGPN-DGGN-PP	Arrêté cadre du 22 août 2012	Enregistrement et exploitation des communications

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
			reçues dans le cadre de procédures d'appel à témoins ouvertes par les services de la police et les unités de la gendarmerie nationales
ASPC (application de stockage des procédures clôturées)	DGGN	Projet de décret	Transmettre aux magistrats et archiver les procédures rédigées par leurs services et unités
Assignation à résidence	DGPN-DGGN PP	Arrêté cadre du 22 août 2012 autorisant la création de traitements de données à caractère personnel dénommés « assignation à résidence »	Assurer le suivi des dossiers des personnes qui, dans le cadre d'une mesure d'assignation à résidence prononcée par le JLD ou par arrêté préfectoral, doivent périodiquement se signaler aux autorités responsables du traitement
ATRC (application de traitement de renseignement criminel)	DGGN/DGPN	Décret n° 2014-187 du 20 février 2014 relatif à la mise en œuvre de traitements de diffusion de l'information opérationnelle au sein des services et unités de la police et de la gendarmerie nationales	Faciliter la diffusion et le partage d'informations opérationnelles détenues par les différents services ou de la police et de la gendarmerie nationale investis de missions de police judiciaire, sur les enquêtes en cours ou les personnes qui en font l'objet ainsi que l'activité judiciaire de ces services ou unités
BABCO (base atteintes aux biens et criminalité organisée)	DGGN	Décret n° 2013-1054 du 22 novembre 2013 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « bases d'analyse sérielle de police judiciaire »	Identifier les auteurs, co-auteurs ou complices de faits sériels nationaux et transfrontaliers pour toutes les infractions sérielles afférentes aux atteintes aux biens (VAMA, vols quelle que soit la nature du butin, cambriolages, recels en tout genre) punies d'une peine d'emprisonnement d'au moins 5 ans
BAM (base anti-mafia)	DGGN	Décret n° 2013-1054 du 22 novembre 2013 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « bases d'analyse sérielle de police judiciaire »	Identifier les auteurs, co-auteurs ou complices de faits sériels régionaux et transfrontaliers pour toutes les infractions afférentes aux phénomènes mafieux et de criminalité organisée au sein de la RGPACA punies d'une peine d'emprisonnement d'au moins 5 ans
Base de l'OCLDI (office central de lutte contre la délinquance itinérante)	DGGN	Décret n° 2013-1054 du 22 novembre 2013 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « bases d'analyse sérielle de police judiciaire »	Analyser, exploiter et transmettre toute documentation relative aux faits et infractions liés à la délinquance itinérante et punis d'une peine d'emprisonnement d'au moins 5 ans
Base escroqueries	DGGN	Décret n° 2013-1054 du 22 novembre 2013 relatif aux traitements automatisés de données à	Identifier les auteurs, co-auteurs ou complices de faits sériels nationaux et transfrontaliers pour toutes

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
		caractère personnel dénommés « bases d'analyse sérielle de police judiciaire »	les infractions sérielles afférentes aux escroqueries en tout genre punies d'une peine d'emprisonnement d'au moins 5 ans
Base Harpie (base Harpie du COMGEND Guyane)	DGGN	Décret n° 2013-1054 du 22 novembre 2013 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « bases d'analyse sérielle de police judiciaire »	lutte contre l'orpaillage illégal, infractions relatives à des exploitations minières illicites susceptibles de causer des dommages écologiques sévères punies d'une peine d'emprisonnement d'au moins 5 ans
Base satellite VV	DGPN (DCPJ)	Arrêté du 10 décembre 2008	Accéder aux informations relatives à l'état de vol et de mise sous surveillance d'un véhicule afin : – d'informer les agents des autorités administratives mentionnées au troisième alinéa de l'article 3, pour les besoins exclusifs de leurs missions, de l'état de vol d'un véhicule ; – d'informer les services de police et de gendarmerie nationales compétents de la nature des opérations d'immatriculation effectuées sur un véhicule surveillé
Bases d'analyse sérielle de police judiciaire	DGPN-PP DGGN	Articles 230-12 et suivants du CPP - Décret cadre n° 2013-1054 du 22 novembre 2013 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « bases d'analyse sérielle de police judiciaire »	Rassemblement de preuves et identification des auteurs des crimes ou délits présentant un caractère sériel, grâce à l'établissement de liens entre les individus, les événements ou les infractions
CALIOPE (base de comparaison et analyse logicielles des images d'origine pédopornographiques)	DGGN	Décret n° 2013-1054 du 22 novembre 2013 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « bases d'analyse sérielle de police judiciaire »	Trier et rapprocher les éléments relatifs à l'exploitation sexuelle de mineurs, fournir des contenus illicites utilisés lors des actions de « cyberpatrouille »
Caméra piéton	Services de la DGPN, de la DGGN et de la PP	Acte cadre – Art. L. 241-1 et R. 241-1 et suivants du CSI	Prévention des incidents au cours des interventions des agents de la police nationale et des militaires de la gendarmerie nationale ; constat des infractions et poursuite de leurs auteurs par la collecte de preuves ; formation et pédagogie des agents
CHEOPS / PASSAGE	DGPN	Arrêté du 19 octobre 2001	Portail d'accès aux traitements réglementaires du ministère de l'intérieur et gestion sécurisée des habilitations
Contrôle judiciaire	DGPN	Arrêté cadre du 22 août 2012 autorisant la	Assurer le suivi des personnes soumises à des

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
	PP	création de traitements de données à caractère personnel dénommés « contrôle judiciaire »	obligations de contrôle judiciaire qui, en exécution d'une ordonnance d'un magistrat, doivent se présenter périodiquement aux autorités
CORAIL (cellule opérationnelle de rapprochement et d'analyse des infractions liées)	Préfecture de police de Paris		Rapprochement d'informations sur les modes opératoires des infractions aux fins d'identification de leurs auteurs
CRISTINA	DGSI	Décret non publié	
Diffusion de l'information opérationnelle au sein des services de police ou unités de gendarmerie	DGPN-DGGN-PP	Décret cadre n° 2014-187 du 20 février 2014 relatif à la mise en œuvre de traitements de diffusion de l'information opérationnelle au sein des services et unités de la police et de la gendarmerie	Diffusion et partage d'informations opérationnelles détenues par les différents services ou unités de la police et de la gendarmerie nationales investis de missions de police judiciaire, sur les enquêtes en cours ou les personnes qui en font l'objet ainsi que l'activité judiciaire de ces services ou unités
DOCVÉRIF	Ministère de l'intérieur	Arrêté ministériel du 10 août 2016 autorisant la création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « DOCVÉRIF »	Faciliter le contrôle de la validité des documents émis par les autorités françaises et de lutter contre l'utilisation indue de tels documents, leur falsification ou leur contrefaçon
EASP	DGPN (DCSP)	Articles R. 236-1 à R. 236-10 du code de la sécurité intérieure	Faciliter la réalisation des enquêtes administratives pour la conservation des données issues de précédentes enquêtes relatives à la même personne
F2CO (fichier central de la criminalité organisée)	DGPN (DCPJ)	Décret en cours d'élaboration	Recueil, centralisation et partage de données et informations relatives à des personnes participant ou susceptibles d'être impliquées directement ou indirectement dans une entreprise criminelle relevant de la délinquance ou de la criminalité organisées
FAED (fichier automatisé des empreintes digitales)	DGPN (SCPTS)	Décret n° 87-249 du 8 avril 1987	Centralisation des traces relevées sur les scènes d'infractions punies d'une peine d'emprisonnement et des empreintes digitales et palmaires d'individus mis en cause dans le cadre d'un crime ou d'un délit afin de faciliter la recherche et l'identification des auteurs d'infractions - permettre l'identification des personnes disparues, décédées ou découvertes grièvement blessées - permettre l'identification d'un étranger ou d'une personne dans le cadre d'une vérification d'identité

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
FCJ (fichier des courses et jeux)	DGPN (DCPJ)	Arrêté du 8 novembre 2010	Assurer la surveillance de la régularité et de la sincérité des jeux, des courses et des paris
FIJAIS (fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles)	Ministère de la justice	Loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité	Prévenir le renouvellement des infractions mentionnées à l'art. 706-25-4 du CPP et faciliter l'identification de leurs auteurs (art. 706-25-3 CPP)
FIJAIT (fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes)	Ministère de la justice	Loi n° 2015-912 du 24 juillet 2015 relative au renseignement Décret n° 2015-1840 du 29 décembre 2015 modifiant le code de procédure pénale et relatif au FIJAIT	Prévenir le renouvellement des infractions mentionnées à l'art. 706-25-4 du CPP et faciliter l'identification de leurs auteurs (art. 706-25-3 CPP)
FIMPAT (fichier des mesures de police administrative destinées à prévenir les actes liés au terrorisme)	DGPN	Arrêté du 7 août 2017	Centraliser la gestion et le suivi des propositions des mesures de police administrative, faciliter leur mise en œuvre en réunissant les éléments de motivation, émanant des services chargés de la prévention ou de la répression du terrorisme, destinées à prévenir et à lutter contre les actes liés au terrorisme
FNAEG (fichier national automatisé des empreintes génétiques)	DGPN (SCPTS)	Articles 706-55 et suivants et R 53-9 et suivants du CPP	Centralisation des traces relevées sur les scènes d'infractions définies à l'article 706-55 du CPP et les personnes mises en cause pour ces mêmes infractions afin de faciliter la recherche des auteurs d'infractions et l'identification des personnes disparues ou décédées
FNFM (fichier national du faux monnayage)	DGPN (DCPJ)	Règlement (CE) n° 1338/2001	Centraliser l'ensemble des procédures judiciaires en matière de faux monnayage et opérer des rapprochements
FNIS (fichier national des personnes interdites de stade)	DGPN (DCSP)	Arrêté du 28 août 2007	Prévenir et lutter contre les violences lors de manifestations sportives notamment en garantissant la pleine exécution des mesures d'interdictions administratives et judiciaires de stade
FNOS (fichier national des objectifs en matière de stupéfiants)	DGPN (DCPJ)-DGGN-DGDDI	Arrêté du 11 juillet 2012	Coordonner l'action des services concourant à la répression du trafic de stupéfiants en répertoriant les personnes faisant l'objet d'investigations judiciaires ou douanières dans ce domaine
FNPI (fichier national automatisé des personnes incarcérées)	Ministère de la justice	Arrêté du 20 février 2003	Gérer les affectations pénitentiaires des détenus ainsi que la production de statistiques sur la population pénale

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
FOJ (fichier des objectifs judiciaires)	DGPN DGGN PP	Arrêté cadre du 5 mai 2017	Répertorier les personnes faisant l'objet d'investigations dans le cadre d'une enquête judiciaire relative à certains crimes et délits
FOJAG (fichier des objectifs judiciaires aux Antilles Guyane)	DGPN (DCPJ)-DGGN	Engagement de conformité PN-GN à l'arrêté cadre FOJ du 5 mai 2017	Répertorier les personnes faisant l'objet d'investigations dans le cadre d'une enquête judiciaire relative à certains crimes et délits sur le territoire des Antilles Guyane
FOVeS (fichier des objets et des véhicules signalés)	DGPN (DCPJ)-DGGN	Arrêté du 7 juillet 2017	Faciliter les recherches et les contrôles de la police, de la gendarmerie et des douanes dans le cadre de leurs attributions respectives pour la découverte et la restitution des véhicules volés et objets perdus ou volés ainsi que la surveillance des véhicules et objets signalés
FPNID (fichier des personnes non identifiées ou disparues)	DGGN	Décret n° 2013-1054 du 22 novembre 2013 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « bases d'analyse sérielle de police judiciaire »	Retrouver et identifier les personnes disparues et les victimes lorsque celles-ci ont fait l'objet d'infractions à caractère sériel afférentes aux homicides, enlèvements, séquestrations, actes de tortures et de barbarie commis en tous lieux et punis d'une peine d'emprisonnement d'au moins 5 ans
FPR (fichier des personnes recherchées)	DGPN (DCPJ)	Décret n° 2010-569 du 28 mai 2010 modifié	Faciliter les recherches, les surveillances et les contrôles effectués par les services de la police nationale, les unités de la gendarmerie nationale et les agents des douanes exerçant des missions de police judiciaire ou de police administrative
FSPRT (fichier du traitement des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste)	DGPN-UCLAT	Décret du 5 mars 2015 modifié non publié	Recensement et centralisation des informations relatives aux personnes qui, engagées dans un processus de radicalisation, sont susceptibles de vouloir se rendre à l'étranger sur un théâtre d'opérations de groupements terroristes ou de vouloir prendre part à des activités à caractère terroriste, en vue de l'information des autorités compétentes et du suivi de ces personnes par les services de renseignement

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
GDEP (gestion du dépôt)	DGPN-DGGN-PP	Arrêté cadre du 4 février 2013	Gestion administrative des personnes déferées ou gardées à vue dans le but d'être présentées à un magistrat
GECI (gestion électronique des courriers internationaux)	DCPJ	Arrêté du 21 septembre 2017	Outil de traitement et de conservation des demandes et réponses de coopération émises et reçues par les services français compétents
GEDReT (gestion électronique des documents du renseignement territorial)	DCSP	Décret n° 2016-1045 du 29 juillet 2016 relatif à la mise en œuvre de traitements de conservation, de gestion et d'exploitation électroniques des documents des services du ministère de l'intérieur chargés des missions de renseignement territorial	Outil de gestion et de partage des notes de renseignement du Service Central de Renseignement Territorial
GEMFI (gestion des effectifs et des moyens des forces d'intervention)	FIPN	Déclaration simplifiée n°46 du 26 septembre 2012	Outil de gestion des effectifs et des moyens disponibles de la FIPN (force d'intervention de la Police Nationale)
GERRPOL	DCPJ	Décret en cours d'élaboration	Traiter et conserver les demandes d'arrestation provisoire actives émises par les autorités judiciaires françaises ou étrangères
GESTEL (gestion de l'éloignement)	DCPAF	Arrêté	Gestion des étrangers faisant l'objet d'une mesure d'éloignement
GSTEREXT (gestion du terrorisme et des extrémismes violents)	Préfecture de police de Paris	Décret non publié	
GIPASP (gestion de l'information et prévention des atteintes à la sécurité publique)	DGGN	Décret n° 2011-340 du 29 mars 2011 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à la gestion de l'information et la prévention des atteintes à la sécurité publique	Recueillir, conserver et analyser les informations qui concernent des personnes dont l'activité individuelle ou collective indique qu'elles peuvent porter atteinte à la sécurité publique
GIPI (gestion informatisée des procédures d'immigration)	DGPN (DCPAF)	Arrêté du 14 février 2013	Faciliter la gestion des procédures de non-admission des étrangers qui ne remplissent pas les conditions d'entrée dans l'espace de libre circulation des personnes entre les États signataires de l'accord de Schengen et le suivi des amendes infligées aux entreprises de transport
GSI (gestion des sollicitations et des interventions)	DGGN	Décret n° 2013-696 du 30 juillet 2013 modifiant le décret n° 2011-341 du 29 mars 2011 portant création d'un traitement de données à caractère personnel intitulé « gestion	Apporter une réponse adaptée aux sollicitations des usagers notamment faites auprès d'un centre d'appel et d'assurer l'engagement des personnels et des moyens de la gendarmerie dans les meilleures

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
		des sollicitations et des interventions »	conditions d'efficacité
GTEAGAV (gestion technique des enregistrements audiovisuels de garde à vue)	DGPN	Arrêté du 11 décembre 2009	Gestion technique des enregistrements audiovisuels de garde à vue
Ibase	DGPN (DCPJ)	Engagement de conformité du 13 mars 2014 au décret du 7 mai 2012 autorisant les logiciels de rapprochements judiciaires	Logiciel de gestion des données permettant d'extraire des informations sur les modes opératoires réunies au cours d'une même enquête, de les recouper et les exploiter aux fins de rapprochement
iGAV	DGPN/DGGN	Décret du 26 octobre 2016	Rationaliser la gestion des gardes à vue et améliorer le contrôle hiérarchique en fiabilisant le suivi et la traçabilité du déroulement de chaque mesure
Interface de désanonymisation (IDPV)	DGPN-DGGN-DGDDI	Arrêté du 30 mars 2018	Permettre l'identification des agents PN,GN ou douanes anonymisés par un numéro d'immatriculation administrative dans les procédures judiciaires ou douanières
LAPI (lecture automatisée des plaques d'immatriculation)	DGPN DGGN DGDDI	Articles L. 233-1 et suivants du CSI - Arrêté cadre du 18 mai 2009	Mise en œuvre par la PN,GN et services des douanes de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation de véhicules afin de déterminer par consultation du FOVeS et du SIS s'ils sont volés ou surveillés. Déploiement autorisé en matière de lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, le vol et de recel de véhicules volés, d'infractions de contrebande, d'importation ou d'exportation commises en bande organisée de ces mêmes infractions, de réalisation ou de tentative de réalisation des opérations financières afin de permettre le rassemblement des preuves de ces infractions et la recherche de leurs auteurs ainsi qu' à titre temporaire, pour la préservation de l'ordre public, à l'occasion d'événements particuliers ou de grands rassemblements de personnes, par décision de l'autorité administrative
Logiciels de rapprochements judiciaires à des fins d'analyse criminelle	DGPN-DGGN-PP	Articles 230-20 et suivants du CPP - Décret cadre n° 2012-687 du 7 mai 2012	Permettre l'exploitation et le rapprochement d'informations sur les modes opératoires réunis au cours d'une même enquête par les unités de gendarmerie et les services de police chargés d'une

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
			mission de police judiciaire dans le cadre leurs enquêtes
LOGICRA (logiciel de gestion individualisée des centres de rétention administrative)	DCPAF	Arrêté du 6 mars 2018	Outil de gestion informatique quotidienne de la rétention administrative et de suivi statistique des mesures
LRPGN (logiciel de rédaction des procédures de la gendarmerie nationale)	DGGN	Décret n° 2011-111 du 27 janvier 2011 autorisant la mise en œuvre par le ministère de l'intérieur (direction générale de la gendarmerie nationale) d'un traitement automatisé de données à caractère personnel d'aide à la rédaction des procédures (LRPGN)	Permettre aux unités de gendarmerie, dans l'exercice de leurs missions de police judiciaire et de police administrative, d'assurer la clarté et l'homogénéité de la rédaction des procédures judiciaires et administratives
LRPPN (logiciel de rédaction de procédures de la PN)	DGPN (DCPJ)	Décret n° 2011-110 du 27 janvier 2011 modifié	Rédaction de procédures judiciaires et administratives de la PN
LUPIN (logiciel d'uniformisation des procédures d'identification)	DGGN/DGPN	Arrêté du 15 octobre 2014 relatif à la mise en œuvre de traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « logiciel d'uniformisation des procédures d'identification »	Identifier dans le cadre des enquêtes préliminaires ou de flagrance les auteurs des infractions prévues aux articles 311-1 à 311-13 et 322-5 à 322-11-1 du code pénal par l'enregistrement d'informations collectées par les officiers et les agents de police judiciaire ainsi que par les agents spécialisés, techniciens ou ingénieurs de police scientifique sur les lieux de commission de ces infractions
MCI (main courante informatisée)	DGPN-PP	Arrêté du 24 février 1995 modifié	Gérer les événements de manière chronologique pour faciliter ensuite les recherches opérationnelles et la production de statistiques, d'autre part, de permettre une gestion nominative de l'activité du personnel en fonction des règles d'emploi en vigueur et enfin de faciliter la diffusion et le partage d'informations dans le cadre de missions de police judiciaire et du traitement de l'information criminelle
MERCURE	DGPN PP	Engagement de conformité DGPN du 14 décembre 2012 au décret n° 2012-687 autorisant les logiciels de rapprochements	Traitement d'analyse des données de téléphonie recueillies au cours d'une procédure judiciaire
N-MCI (nouvelle main courante informatisée)	DGPN-PP	Arrêté du 22 juin 2011 modifié	Faciliter le traitement des déclarations et événements pour assurer une meilleure efficacité des interventions ; faciliter la direction opérationnelle

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
			des services de police et de leurs agents ainsi que le contrôle et l'évaluation de leur activité (gestion d'emploi des effectifs) ; faciliter la diffusion et le partage d'informations dans le cadre de missions de police judiciaire et du traitement de l'information criminelle
N-SIS II (système national d'information Schengen 2)	DGPN (DCPJ)	Articles R. 231-5 et suivants du CSI	Centralisation d'informations concernant les personnes et objets signalés par les autorités administratives et judiciaires des États membres Schengen afin de permettre aux autorités désignées par ces États de décider de la conduite à tenir à l'égard des personnes et objets signalés
ODICOP (outil d'investigation et de communication opérationnelle de police)	DGPN (DCSP)	Engagement de conformité DGPN du 19 novembre 2014 au décret cadre du 20 février 2014 relatif à la diffusion de l'information opérationnelle	Faciliter la diffusion et l'échange d'informations opérationnelles sur certaines affaires judiciaires en cours de traitement au sein des services chargés d'une mission de police judiciaire
ORCA (outil de recherche de contamination ADN)	DGPN-DGGN	Décret cadre n° 2013-406 du 16 mai 2013	Identifier, lors des analyses génétiques effectuées par les laboratoires, à la demande des autorités judiciaires et des services de police ou des unités de gendarmerie, une éventuelle contamination des échantillons analysés
OSA (outil de suivi de l'activité)	DGPN (DCPAF)	Arrêté cadre du 20 mars 2014	Outil de suivi de l'activité des centres de coopération policière et douanière
OSIRIS (outil et système d'informations relatives aux infractions sur les stupéfiants)	DGPN-DGGN-PP	Arrêté du 12 janvier 2016	Évaluation de la situation nationale et de l'activité des services en matière d'usage et de trafic illicites de produits stupéfiants dans le cadre de la lutte contre ces phénomènes et élaboration de statistiques opérationnelles et descriptives
PARSIFAL (plateforme automatisée de reconstruction de scripts informatiques de FREE appliquée à la localisation)	DGPN (DCPJ)	Engagement de conformité à l'arrêté cadre n° autorisant les traitements permettant la mise en œuvre des mesures de géolocalisation en temps réel dans un cadre judiciaire également en cours d'élaboration	Outil de suivi en temps réel des mesures de géolocalisation de téléphones portables
PASP (prévention des atteintes à la sécurité publique)	DCSP	Articles R. 236-11 à R. 236-20 du code de la sécurité intérieure	Conservation et analyse des informations sur les personnes susceptibles d'être impliquées dans des actions de violence collective

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
PEGASE	DCSP	Arrêté du 21 janvier 2008	Améliorer la gestion des appels d'urgence police secours
PERCEVAL	DGGN	Arrêté du 23 mai 2018 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « plate-forme électronique de recueil des coordonnées bancaires et de leurs conditions d'emploi rapportées par les victimes d'achats frauduleux en l	Permettre à une victime d'effectuer un signalement depuis un téléservice mis à disposition sur le site « service-public.fr » contre un auteur inconnu pour des faits constitutifs des infractions suivantes : contrefaçon ou falsification d'un instrument de paiement ayant un dispositif de sécurité personnalisé, usage ou tentative d'usage, en connaissance de cause, d'un instrument de paiement ayant un dispositif de sécurité personnalité contrefait ou falsifié, acceptation, en connaissance de cause, de recevoir un paiement au moyen d'un instrument de paiement ayant un dispositif de sécurité contrefait ou falsifié Permettre d'exploiter les signalements mentionnés ci-dessus afin d'effectuer des rapprochements Faciliter et uniformiser les démarches administratives des victimes auprès de leurs établissements bancaires
Permissions de sortir	DGFPN-DGGN-PP	Arrêté cadre du 22 août 2012	Assurer la centralisation des informations relatives aux permissions de sortir des établissements pénitentiaires ou de placement en semi-liberté, accordées par le juge de l'application des peines et de disposer des informations statistiques liées à ce suivi
PeSMS (plateforme d'envoi de SMS)	DGGN		Envoyer des SMS en masse aux contacts disponibles ou enregistrés dans l'application dans le cadre de la sécurisation des casernes et plus largement dans le cadre de l'information de certaines populations (élus, commerçants, réservistes, autorités, candidats au concours, etc)
PHAROS (plate-forme d'harmonisation, d'analyse, de recoupement et d'orientation des signalements)	DGPN (DCPJ)	Arrêté du 16 juin 2009 modifié	Traitement centralisé des signalements de toutes formes d'activités illicites sur internet signalés par les internautes afin d'effectuer des rapprochements et de saisir les services compétents pour les exploiter

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
PIO (diffusion et partage de l'information opérationnelle)	DGGN/DGPN	Décret n° 2014-187 du 20 février 2014 relatif à la mise en œuvre de traitements de diffusion de l'information opérationnelle au sein des services et unités de la police et de la gendarmerie nationales	Faciliter la diffusion et le partage d'informations opérationnelles détenues par les différents services ou unités de la police et de la gendarmerie nationale investis de missions de police judiciaire, sur les enquêtes en cours ou les personnes qui en font l'objet ainsi que l'activité judiciaire de ces services ou unités, informations collectées au cours des enquêtes préliminaires ou de flagrance ou des investigations exécutées sur commission rogatoire et concernant tout crime, délit ou contravention connexe à ce crime ou délit ou des procédures de recherche des causes de la mort ou d'une disparition prévues aux articles 74 et 74-1 du code de procédure pénale ou des procédures de recherche des personnes en fuite ou des actes visant à assurer l'exécution d'une peine diligentés en application des articles 74-2 et 709 du code de procédure pénale
PITEH (base personnes impliquées dans la traite des êtres humains)	DGGN	Décret n° 2013-1054 du 22 novembre 2013 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « bases d'analyse sérielle de police judiciaire »	Identifier les auteurs, co-auteurs ou complices de faits sériels nationaux et transfrontaliers pour toutes les infractions sérielles afférentes à la traite des êtres humains, dans toutes ses composantes (sexuelle, économique, frauduleuse, ...) commis en tous lieux et punis d'une peine d'emprisonnement d'au moins 5 ans
PNIJ (plate-forme nationale des interceptions judiciaires)	Ministère de la justice	Décret n° 2014-1162 du 9 octobre 2014 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Plate-forme nationale des interceptions judiciaires »	Faciliter la constatation des infractions à la loi pénale, le rassemblement des preuves de ces infractions et la recherche de leurs auteurs par l'enregistrement et la mise à disposition des magistrats, des OPJ et des APJ PN et GN chargés de les seconder ainsi que des agents des douanes et des services fiscaux habilités à effectuer des enquêtes judiciaires le contenu des communications électroniques interceptées sur le fondement des articles 74-2, 80-4, 100 à 100-7 et 706-95 et les données et les informations communiquées en application des articles 60-1, 60-2, 77-1-1, 77-1-2, 99-3, 99-4, 230-32, des articles R. 10-13 et R. 10-14

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
			du code des postes et des communications électroniques et du décret n° 2011-219 du 25 février 2011
Pré-plainte en ligne	DGPN (DCSP)-DGGN-PP	Arrêté du 30 novembre 2011	Téléservice permettant d'effectuer une déclaration en ligne pour des faits d'atteinte aux biens contre auteur inconnu et d'obtenir un RDV auprès d'un service de police ou d'une unité de gendarmerie pour déposer et signer sa plainte. Élargissement à titre expérimental pour les faits de discriminations, de diffamation ou d'injures, à l'égard d'une personne, à raison de son origine ou de son appartenance ou de sa non-appartenance à une ethnie, une nation, une race, une religion, ou à raison de son sexe, de son orientation sexuelle ou de son identité de genre ou de son handicap et de provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence
Projet de refonte des bases sérielles	DGGN	Décret n° 2013-1054 du 22 novembre 2013 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « bases d'analyse sérielle de police judiciaire »	Rassembler les preuves et identifier les auteurs des crimes ou délits présentant un caractère sériel, grâce à l'établissement de liens entre les individus, les événements ou les infractions
Registre des fourrières et des immobilisations	DCSP		Enregistrement et gestion des véhicules mis en fourrière ou immobilisés par les services de police
Résidents des zones de sécurité	DGPN DGGN	Arrêté du 2 mai 2011	Gestion des titres d'accès aux zones à l'intérieur desquelles sont apportées des restrictions de circulation afin de prévenir les troubles à l'ordre public et garantir la sécurité d'un événement majeur
RLOPPA (répertoires locaux pour les opérations de protection des personnes âgées)	DGPN (DCSP)-PP	Arrêté du 20 juin 2011	Recenser les personnes de soixante-cinq ans et plus souhaitant bénéficier d'une vigilance particulière de la part des services de police
SALVAC (système d'analyse des liens de la violence associée aux crimes)	DGPN (DCPJ)	Décret n° 2009-786 du 23 juin 2009	Faciliter la constatation des crimes et délits portant atteinte aux personnes et présentant un caractère sériel, rassembler les preuves et identifier les auteurs, grâce à l'établissement de liens entre les individus, les événements ou les infractions pouvant mettre en évidence ce caractère sériel

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
Sécurisation et contrôle des accès aux locaux et emprises relevant du ministère de l'intérieur	DGGN	Arrêté du 14 août 2014 portant autorisation de mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection et création de traitements automatisés de données à caractère personnel destinés à la sécurisation et au contrôle des accès aux locaux et emprises relevant du min (arrêté -cadre)	Assurer la gestion des prélèvements biologiques effectués dans le cadre d'affaires judiciaires concernant l'une des infractions mentionnées à l'art. 706-55 du code de procédure pénale
SERAFIM (système d'exploitation, de recherche et d'analyse sur les filières d'immigration)	DGPN (DCPAF)	Engagement de conformité du 28 janvier 2014 au décret cadre du 22 novembre 2013 relatif aux bases d'analyse sérielle	Mettre à disposition de l'ensemble des enquêteurs des services d'investigation de la DCPAF, les données judiciaires inhérentes à la lutte contre les filières d'immigration irrégulière issues des enquêtes judiciaires en cours, en vue d'effectuer des recoupements
Service central de préservation des prélèvements biologiques	DGGN	Arrêté du 13 septembre 2002 portant création d'un traitement automatisé d'informations nominatives relatif à la gestion des prélèvements biologiques par le service central de préservation des prélèvements biologiques	Assurer la gestion des prélèvements biologiques effectués dans le cadre d'affaires judiciaires concernant l'une des infractions mentionnées à l'art. 706-55 du code de procédure pénale
SETRADER	DCPAF	Arrêté du 11 avril 2013	Collecte et traitement des données d'enregistrement et d'embarquement (API) des passagers de vols internationaux extra-européens
SIDPP (sécurisation des interventions et demandes particulières de protection)	DGGN	Décret n° 2011-342 du 29 mars 2011 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à la sécurisation des interventions et demandes particulières de protection	Collecter des données destinées à une gestion des interventions des forces de gendarmerie adaptée soit aux personnes dont la dangerosité ou l'agressivité, à travers manifestations de violence physique ou verbale, a été déjà constatée lors d'une précédente intervention, soit aux personnes demandant une intervention ainsi qu'aux personnes se trouvant dans une situation de vulnérabilité particulière
SINUS (système d'information numérique standardisé)	DGPN	Arrêté ministériel du 17 février 2010 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Système d'information numérique standardisé »	Faciliter les recherches effectuées par les services de police et de gendarmerie à la demande des autorités judiciaires ou administratives et faciliter les recherches, surveillances et contrôles effectués dans le cadre de leurs attributions respectives, par les services de la police nationale, les unités de la gendarmerie nationale et les agents des douanes

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
			exerçant des missions de police judiciaire ou des missions administratives ainsi que par les agents du service mentionné à l'art. L. 561-23 du code monétaire et financier (TRACFIN)
SiPOL	DGPN	Décret en cours d'examen par le Conseil d'État	Le traitement a pour finalités : 1° De recueillir et centraliser les informations collectées par les services territoriaux des directions concernées ; 2° De faciliter et de fiabiliser l'analyse, la production, la diffusion et le partage de ces informations ; 3° D'apporter une aide à la prise de décision du directeur général de la police nationale et des directeurs centraux de la direction générale de la police nationale (DGPN)
SIV (système d'immatriculation des véhicules)	Ministère de l'intérieur	Arrêté ministériel du 10 février 2009 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « système d'immatriculation des véhicules » ayant pour objet la gestion des pièces administratives du droit de circuler des véhicules	Gérer les pièces administratives du droit de circuler des véhicules sur les voies ouvertes à la circulation publique
SNPC (système national des permis de conduire)	Ministère de l'intérieur	Arrêté ministériel du 29 juin 1992 portant création du Système national des permis de conduire	Traiter les informations nominatives relatives aux permis de conduire un véhicule terrestre à moteur
STADE	Ministère de l'intérieur	Arrêté du 15 avril 2015 portant autorisation d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « fichier STADE »	Prévenir les troubles à l'ordre public, les atteintes à la sécurité des personnes et des biens ainsi que les infractions susceptibles d'être commises à l'occasion des manifestations sportives et des rassemblements en lien avec ces manifestations se tenant dans le ressort des départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, et des manifestations sportives du club du Paris Saint Germain et des rassemblements liés à ces manifestations se tenant à l'extérieur des départements précités ; faciliter la constatation de ces infractions et la recherche de leurs auteurs

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
STDC (système de traitement de captations de données)	DGNP DGGN PP DGSJ DGDDI	Décret cadre n° 2015-1700 du 18 décembre 2015 relatif à la mise en œuvre de traitements de données informatiques captées en application de l'article 706-102-1 du code de procédure pénale	Recueil et exploitation des données captées (capture écran, frappes clavier, skype) dans le cadre d'une information judiciaire pour l'une des infractions de l'article 706-73 du CPP (délinquance et criminalité organisées)
SYANS (caméras individuelles des agents de la police nationale et des militaires de la gendarmerie nationale)	DGGN/DGNP	Loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 Déclaration normale CNIL n° 2088882	Prévenir les incidents au cours des interventions des agents de la police nationale et des militaires de la gendarmerie nationale, constater les infractions et la poursuite de leurs auteurs par la collecte des preuves, former les agents
TAJ (traitement d'antécédents judiciaires)	DGNP (DCPJ) DGGN	Décret n° 2012-652 du 4 mai 2012 modifié	Centralisation des données recueillies dans le cadre des procédures établies par les services de la police et les unités de la gendarmerie nationales, ou par des agents des douanes habilités à exercer des missions de police judiciaire lorsqu'un service de police ou une unité de gendarmerie est appelé à en assurer la continuation ou la conduite commune
TES (titres électroniques sécurisés)	Ministère de l'intérieur	Décret n° 2016-1460 du 28 octobre 2016 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité	Établir, délivrer, renouveler et invalider les cartes nationales d'identité et passeport et prévenir et détecter leur falsification et contrefaçon
THESEE (Traitement harmonisé des enquêtes et des signalements pour les escroqueries)	DGNP (DCPJ)	Arrêté en cours d'élaboration	Recueillir et centraliser les plaintes et signalements relatifs aux escroqueries commises sur internet afin de procéder à des rapprochements et permettre l'identification de leurs auteurs
Traitements de données à caractère personnel permettant la mise en œuvre des mesures de géolocalisation en temps réel dans un cadre judiciaire	DGNP-DGGN-PP-DGSJ	Arrêté cadre en cours d'élaboration	Permettre sur autorisation et sous le contrôle de l'autorité judiciaire, la collecte, l'enregistrement, l'exploitation et la conservation de données destinées à la localisation en temps réel d'une personne, d'un véhicule ou de tout autre objet
Vidéoprotection dans les locaux et enceintes du MI non ouverts au public	DGNP	Acte cadre du 14 août 2014 portant autorisation de mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection et création de traitements automatisés de données à caractère personnel destinés à la sécurisation et au contrôle des accès aux locaux et emprises relevant du	Traitements automatisés de données à caractère personnel destinés à la sécurisation et au contrôle des accès aux locaux et emprises relevant du ministère de l'intérieur mais non ouverts au public

Nom des fichiers	Gestionnaire du fichier	Fondement juridique	Finalités
VISABIO	Ministère de l'intérieur	<p data-bbox="786 188 1182 212">ministère de l'intérieur</p> <p data-bbox="786 284 1182 424">Décret n° 2013-147 du 18 février 2013 relatif à l'application de gestion des dossiers de ressortissants étrangers en France et au traitement automatisé de données à caractère personnel relatives aux étrangers sollicitant la délivrance d'un visa</p>	<p data-bbox="1196 217 1635 494">Mieux garantir le droit au séjour des personnes en situation régulière et lutter contre l'entrée et le séjour irréguliers des étrangers en France, en prévenant les fraudes documentaires et les usurpations d'identité ; permettre l'instruction des demandes de visas en procédant notamment à l'échange d'informations avec des autorités nationales et avec les autorités des États Schengen au travers du système d'information sur les visas (VIS) pour les données biométriques se rapportant aux visas pour un séjour d'une durée inférieure à 3 mois délivrés par les autorités françaises</p>